

## Conseil Municipal - Déclaration des différentes composantes du Conseil Municipal

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE, Rapporteur** : J'ai un certain nombre d'interventions qui ont été demandées par les représentants des différentes sensibilités de cette assemblée.

**M. MAGNIN** : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voudrais vous faire part de l'état d'esprit dans lequel les socialistes de cette Municipalité s'engagent dans le mandat qui vient, leurs objectifs, leurs méthodes, leurs souhaits.

La population bisontine paraît donc s'accommoder de voir notre ville gérée par une gauche ouverte, rassemblée autour du parti socialiste. Une politique municipale s'applique à transformer et à adapter une ville en intervenant directement sur le quotidien des habitants, c'est-à-dire sur ce qui leur est le plus proche. Il faut donc convenir qu'une si longue continuité ne peut se comprendre que dans la mesure où les politiques successives qui ont été mises en œuvre ont largement contribué à répondre aux attentes d'une majorité de Bisontins.

Pour autant, les socialistes et leurs partenaires n'ont pas gagné contre deux minorités de citoyens représentées ici dans notre assemblée, mais pour Besançon et pour notre devenir.

Le renouvellement de notre équipe contribuera à gérer cette ville mieux encore mais aussi à construire l'avenir. Gérer et anticiper constituent bien, me semble-t-il, les deux impératifs de responsables politiques conséquents.

Robert SCHWINT a voulu une équipe ouverte sur les sensibilités différentes et sur les compétences car notre démarche est une démarche d'ouverture de la ville vers l'agglomération, c'est une nécessité réciproque, vers la région et vers l'Europe qui est un combat multiforme avant d'être un Eldorado, vers les acteurs partenaires de la vie municipale et locale.

Ecoute et rigueur doivent être les maîtres mots des six années à venir. Sans rigueur en effet dans les méthodes, dans les objectifs, dans les moyens, il n'y a pas de politique possible. Sans écoute, il n'y a pas non plus de politique durable et efficace.

Les chantiers qui nous attendent sont difficiles. J'en cite deux, probablement les principaux :

- le développement économique, car il est créateur d'emplois mais avec en toile de fond une mutation sans précédent de la structure des emplois dans les 10, 15 années à venir,

- le mieux-vivre dans notre cité, car la recherche de la qualité de vie de nos concitoyens, sans qu'aucun d'entre eux ne reste sur le bord du chemin, est une marque de respect, en même temps qu'elle contribue à l'exigence du développement harmonieux de Besançon et de son agglomération.

Je voudrais faire trois adresses, en écho aux interventions de notre séance inaugurale.

La première à Robert SCHWINT, à qui nous renouvelons amitié et confiance, et aux membres de la Municipalité pour leur dire qu'ils peuvent compter sur les socialistes, ce qui ne les étonnera pas. Nous ne ménagerons pas notre peine ; nous apporterons notre enthousiasme, nos compétences et vos valeurs. Nous assurerons donc au Maire un appui stable et durable, et naturellement nous tiendrons à être écoutés.

Aux élus «Verts» ensuite, que je ne voudrais pas classer dans l'opposition -mais c'est à eux de le définir-, je voudrais dire qu'ils n'ont pas et qu'ils n'auront pas le monopole de l'écologie, ce qui devrait plutôt les réjouir. Les socialistes avaient déjà entendu le message qui se trouvait, ici à Besançon, gonflé de nombreux refus de droite et de gauche. Ils ont reçu ce message d'autant mieux qu'il est aussi leur message, comme il est celui de François MITTERRAND, de Michel ROCARD ou de Laurent FABIUS.

Respect des équilibres naturels et recherche d'une meilleure qualité de vie ont été et seront l'une des grandes priorités municipales. Vous aurez, mes chers collègues, n'en doutons pas, l'occasion d'y apporter votre contribution concrète.

Enfin, à la première minorité par l'importance numérique -c'est ainsi je crois que votre groupe «Une Ambition pour Besançon» souhaite être qualifiée- je veux dire que notre souci, à nous, n'est pas de l'accabler pour n'avoir pas trouvé la ligne de la reconquête. Le nouveau discours de la méthode, que M. TOURRAIN a prononcé devant nous le 24 mars dernier -et que j'ai relu- s'il est mis en pratique, terme à terme, peut être le gage d'un dialogue fructueux entre nous. Alors au-delà de nos divergences réelles mais nécessaires à l'alternance démocratique, nous pourrions nous respecter et nous écouter. Nous jugerons vos propositions sur leur pertinence, plutôt que sur leur provenance. Vous veillerez peut-être à la réciproque.

Il n'y a pas d'élus du Front National dans cette assemblée. Nous nous en réjouissons, mais je n'oublie pas ce que représente de pathologie sociale, inédite dans la société française, ce vote extrémiste de près de 10 % d'électeurs bisontins. Ayons le courage tous ensemble de traiter en profondeur ce phénomène détestable, en allant au-delà des exclamations vertueuses nécessaires mais insuffisantes à le réduire. Le Premier Ministre fut brocardé à l'Assemblée Nationale par la droite, lors de son discours d'investiture pour avoir plaidé en faveur d'une politique de la «cage d'escaliers». C'est lui qui a raison et cela nous renvoie aux deux grands chantiers que j'évoquais il y a un instant.

A tous et au-delà même de cette assemblée, je dis que les problèmes à résoudre sont souvent d'une grande complexité. Nous aurons donc à rechercher les conditions d'une approche plus réelle des choses, de manière à renforcer les compétences municipales d'autres avis autorisés.

Le passage au troisième millénaire ne constitue pas une date butoir mais un symbole d'accélération des mutations qu'il annonce, notamment culturelles, comprises dans le sens de la mobilisation nécessaire des intelligences et nous impose de voir le monde avec un regard neuf.

Je terminerai avec un mot de Danton, personnage controversé de la Révolution Française, que j'ai choisi parce qu'il dirigea la faction des indulgents ; c'est donc un message de tolérance et de mesure que je voudrais laisser : «Alors mes chers collègues, allons au bien, comme cela nous est possible dans ce moment, et renvoyons le mieux au temps qui perfectionne tout». Merci.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Je vous remercie.

**M. TOURRAIN** : Est-ce qu'il y a d'autres groupes qui doivent s'exprimer ?

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Oui.

**M. TOURRAIN** : Je n'ai pas du tout manifesté l'intention de parler après M. MAGNIN puisque je m'étais gardé de donner une réponse dans les médias en disant que je la donnerais au Conseil Municipal. Comme je sais qu'il y a d'autres intervenants, je souhaiterais, Monsieur le Maire, que vous les laissiez s'exprimer dans l'ordre où ils se sont inscrits et puis je parlerai le dernier, si j'ai encore...

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Autrement dit, vous voulez être le dernier inscrit.

**M. TOURRAIN** : ...si j'ai encore l'intention de parler.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Cela dépend de votre bon vouloir. Je ne veux pas vous obliger à parler.

**M. TOURRAIN** : Vous avez d'autres intervenants. Vous avez tous les courants, les transcourants, les Rénovateurs, les Reconstructeurs, la Nouvelle Gauche, etc.

**M. GALLAT** : Monsieur le Maire, mes chers collègues, mesdames, mesdemoiselles, messieurs, inversant un courant centralisateur nourri par des siècles d'histoire, dont deux siècles républicains, notre

pays s'est doté en 1982 d'une véritable décentralisation. L'administration, ses élus responsables et ses services d'intérêt général, se sont rapprochés des citoyens. Depuis très longtemps, nous, radicaux de gauche, demandions que cette véritable « Révolution » fût opérée, nous, radicaux de gauche, nous l'avons soutenue et accompagnée. A l'aube de cette deuxième Municipalité, marquée par le sceau de la décentralisation, nous souhaitons aujourd'hui l'approfondir car la décentralisation doit être poursuivie, améliorée, vivifiée par le souffle constant de la démocratie. Le socle de ce nouvel édifice, c'est la commune. C'est dire l'importance que revêt le travail que nous allons mener ces six prochaines années. De l'apparition d'une nouvelle politique dépendra l'apparition d'un nouveau civisme, ciment de la vitalité de notre vie publique. L'abstention, la passivité et le désintérêt ne sont pas une fatalité. Si nous, responsables politiques, faisons vivre la décentralisation -non comme notre propriété mais bien comme la chose publique- nous rencontrerons l'adhésion des Bisontins qui savent bien que c'est dans l'institution communale et dans sa vie quotidienne que résident les vrais équilibres nationaux.

Nous, radicaux de gauche, nous apporterons dans l'équipe présidée par Robert SCHWINT, une contribution active, constante et loyale à ce dialogue avec les citoyens, et ce en nous appuyant sur un manifeste municipal auquel nous avons réfléchi. Ce n'est ni un programme pour « Mairie clé en main » ni un catalogue. Citons quelques idées force : renforcer la démocratie locale, multipliant les modes d'information et en cherchant le maximum de moyens d'expressions des citoyens, développer l'emploi. 71 % des Français considèrent que cette action doit être une priorité municipale. Jean-Michel BAYLET, Ministre chargé des collectivités locales, travaille activement sur des propositions qui pourront rendre les coudées plus franches aux communes. Réaffirmer notre souci de solidarité, -Besançon était certainement en avance sur ce point- favoriser l'accueil et la formation des jeunes. L'action d'une commune ne se limite plus à la construction et à l'entretien des bâtiments scolaires. Rendre le service public plus performant. L'exercice quotidien par les élus, de leurs responsabilités n'est rendu possible que par le dévouement et la compétence d'une fonction publique territoriale performante.

Au nom de mes collègues, anciens élus, je lui rends hommage et il nous appartient, aujourd'hui, de moderniser l'administration locale et de rendre plus attractive la fonction publique territoriale.

Considérer la commune comme principal cadre de vie : les événements récents, l'opinion des Bisontins, nous montrent que le problème est aigu. La composante environnement doit être prise en compte dans toutes nos réflexions, dans toutes nos décisions, au même titre que les notions budgétaires ou politiques.

Elus radicaux de gauche, nous nous engageons à créer toutes les conditions pour que s'épanouisse la démocratie locale partout où nous œuvrerons et chercherons à garder la confiance des Bisontins qui nous ont confié la responsabilité exaltante de gérer leur cité.

En cette année 1989, riche de symboles, nous devons faire vivre à tous les niveaux de notre communauté la grande exigence révolutionnaire, exigence qui dépasse les clivages politiques, liberté, égalité et fraternité.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Merci. André NACHIN pour le groupe « Besançon Écologie - Les Verts ».

**Mme FOLSCHWEILLER** : Je crois que Mme BULTOT et M. HIRSCH étaient inscrits avant nous.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Si vous le voulez. J'ai sous les yeux une liste avec M. TOURRAIN, M. GALLAT, etc. Il n'y a pas d'ordre. C'est beaucoup de présence ! Docteur HIRSCH, si vous le souhaitez, à vous.

**M. HIRSCH** : En tant que délégué départemental de l'Association des Démocrates, fondée au plan national par 9 ministres du Gouvernement en exercice et présidée par Michel DURAFOUR, Ministre d'État, je me réjouis du succès de la liste de Robert SCHWINT et de notre participation à celle-ci qui concrétise les termes de la « Lettre aux Français » du Président de la République et justifie sur le terrain l'expression de la majorité présidentielle.

Nous sommes particulièrement heureux de constater que, partenaires du parti socialiste dans la majorité présidentielle et dans la majorité municipale, nous pouvons participer à ses côtés à une nouvelle alliance républicaine, souhaitée par une large partie de l'opinion française, tandis que, des exemples proches en témoignent, le sectarisme conduit à l'échec.

Nous consacrerons nos efforts à la dynamisation de l'ouverture, conscients de l'apport spécifique mais convergeant des valeurs du centre de progrès que nous incarnons.

Nous prenons l'engagement de soutenir tous les efforts d'ouverture dans la fidélité tant à nos partenaires qu'à nos idées, et surtout de participer à la gestion de Besançon dans un esprit d'efficacité moderne, dégager des préoccupations partisans au service de toutes les femmes de tous les hommes qui vivent à Besançon, pour que vive Besançon.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Merci Docteur. La parole est à Martine BULTOT.

**Mme BULTOT :** Nouvelle Gauche, dont le porte-parole national est Pierre JUQUIN, a pris la responsabilité de s'associer à la liste conduite par Robert SCHWINT car nous n'entendons pas nous isoler, ni être candidat à la marginalité. Nous n'avons qu'à nous féliciter d'avoir pris nos responsabilités après une campagne exemplaire entre les différentes composantes de la majorité municipale.

Notre alliance s'est faite sur la base d'un programme pour Besançon, auquel Nouvelle Gauche a apporté sa contribution, notamment dans les domaines de la démocratie, de l'environnement, de l'urbanisme, des transports et de la solidarité. Nous entendons être solidaires, sur la base de ce programme, de la majorité municipale, dont nous sommes une des composantes. Une gestion de gauche, solide, ne s'effectue pas au jour le jour : sa réussite implique une parfaite maîtrise des dépenses ; cela implique que les décisions et les choix reposent toujours sur des éléments offrant une juste perception des données et des évolutions possibles ; cela suppose un système d'information efficace ; cela suppose également que l'engagement de limiter l'augmentation des impôts, à l'inflation annuelle, soit tenu. Si ces conditions sont remplies, les élus Nouvelle Gauche voteront la solidarité de gestion.

Mais, la solidarité n'impose pas d'être muet devant l'inégalité criante de la fiscalité locale. L'acceptation d'une solidarité commune, pour mettre en œuvre les décisions prises par le Conseil Municipal après les débats et le vote, est nécessaire comme règle de fonctionnement au sein de la majorité municipale. Nous acceptons ce type de fonctionnement, sans renoncer, au cours des débats, à convaincre de la justesse de notre point de vue, lorsqu'il sera différent de celui de la majorité présidentielle.

Comme la minorité du Conseil Municipal, la majorité municipale est formée de deux composantes : la majorité présidentielle, la nouvelle gauche. A ce titre, nous souhaitons que chacune des composantes de la majorité municipale dispose d'un espace pour s'exprimer, au même titre que l'opposition, dans BVV. La presse est un espace de liberté, auquel chaque composant doit pouvoir accéder. Les élus de Nouvelle Gauche revendiquent ce droit. Il nous permettra de montrer notre spécificité, d'intervenir dans le débat, car nous entendons conserver notre autonomie de pensée et d'actions. Les élus de notre courant continueront de mettre au premier plan de leurs préoccupations, la démocratie. Pourquoi les travailleurs émigrés et leurs familles ne voient-ils pas comment établir un dialogue, une responsabilité des Bisontins sur les décisions qui les concernent directement ? Comment aborder les problèmes de logement ? Réhabiliter et rénover ne doivent plus conduire à l'expulsion des familles et des personnes défavorisées. Comment aborder les problèmes d'équipement, d'urbanisme, sans une certaine maîtrise foncière ? Comment renforcer le contrôle sur les établissements insalubres et dangereux ? Comment lutter contre l'industrie nucléaire par des économies d'énergie et substituer à cette énergie, autrement toxique, des énergies renouvelables ? Comment trouver les meilleures conditions de dépassement des exclusions qui frappent les chômeurs, les handicapés, les anciens ? Comment obtenir un moratoire sur la question du contournement de Besançon pour réexaminer le dossier à la lumière d'un nouveau plan de déplacement urbain, nouveau plan qui ne pourra se concevoir que dans la concertation et la solidarité entre Besançon et les communes environnantes, nouveau plan qui doit viser à faciliter les déplacements des Bisontins et des banlieusards, tout en réduisant la pollution automobile de manière drastique. Un homme sur deux est

une femme : certains, voire certaines, s'autorisent à dire que l'égalité entre les hommes et les femmes est acquise et que le temps des luttes est terminé. Pourquoi alors le taux de chômage des femmes -et particulièrement des jeunes filles- reste-t-il nettement plus élevé que celui des hommes du même âge ? Pourquoi les femmes sont-elles quasiment exclues de la vie politique ? La France, avec 6 % de femmes députés, est l'avant-dernière de la Communauté Européenne. Ici même, au Conseil Municipal de Besançon, nous sommes 11 femmes élues sur 55, 3 Adjointes sur 16, soit 20 %.

Ce sont donc des pistes sur lesquelles nous entendons travailler plus particulièrement. Nouvelle Gauche est un mouvement politique pluraliste, ouvert, où la double appartenance politique est possible. C'est pourquoi, à Besançon, certains membres du mouvement des communistes rénovateurs -dont le porte-parole national est Claude LLABRES- adhère à Nouvelle Gauche. Écologistes, connus sur le terrain pour notre action, nous ne renonçons pas à travailler avec le parti vert et ses élus. Nous refusons, nous refuserons de les rejeter systématiquement dans l'opposition.

Pour terminer, nous assurons tous les Bisontins et Bisontines que notre groupe œuvrera, dans le cadre de la majorité municipale, à développer une politique écologique de progrès.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Merci Martine BULTOT, la parole est à Bernard RÉGNIER.

**M. RÉGNIER** : C'est avec plaisir, chers collègues, que j'interviendrai ce soir au nom du mouvement des rénovateurs communistes, avec plaisir car j'ai en face de moi M. TOURRAIN et son équipe, et je pense que c'est bien pour Besançon qu'il soit resté dans les rangs de l'opposition, avec plaisir car le courant communiste, qui se veut démocratique et auto-gestionnaire est toujours présent au sein de ce Conseil Municipal.

Majorité Présidentielle et Nouvelle Gauche, si nous avons tenu, avec nos camarades de Nouvelle Gauche, à notre indépendance, à notre différence par rapport à la Majorité Présidentielle, nous n'en sommes pas moins engagés sans réserve dans la majorité municipale avec une volonté d'aller de l'avant et de tenir toute notre place, de gérer au mieux, au plus près des citoyens de notre Ville.

Engagés sur un programme qui valorise la démocratie locale, qui donne la priorité aux transports en commun, qui s'engage à tout mettre en œuvre pour développer l'emploi, maintenir la solidarité entre tous, développer la prévention plutôt que la répression, et j'en passe, prévoir, consulter, choisir, tels sont nos axes de travail. Il ne nous reste plus qu'à nous mettre au travail pour le développement de Besançon et de l'agglomération.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE** : Merci Bernard RÉGNIER. J'ai encore Jean-Marie LAGRANGE... au nom de la société civile, Monsieur TOURRAIN. Vous demanderez autour de vous ce qu'est la société civile. Pour l'instant, écoutez Jean-Marie LAGRANGE.

**M. LAGRANGE** : Monsieur le Maire et chers amis, puisque l'occasion nous en est donnée ce soir, nous les membres de la société civile, nous souhaitons nous aussi à notre tour, mais en quelques mots vous expliquer notre démarche.

Ce que nous voulons, nous, c'est nous investir dans la vie de notre cité. Ce que nous voulons, nous, c'est mettre notre compétence au service de l'ensemble des Bisontines et des Bisontins. Chacune et chacun d'entre nous possède sa propre identité mais veut surtout la conserver jalousement. Chacune et chacun d'entre nous dispose d'une expérience dans différents domaines, qu'ils soient économique, social, culturel, associatif, éducatif et j'en passe. Nous aimerions enrichir le débat de l'ensemble de nos différences. Monsieur le Maire nous a lancé un défi, nous l'avons relevé, adhérant ainsi pleinement à sa démarche d'ouverture. Nous aimons l'évolution proposée. Permettez-nous d'aimer cette «Révolution» car, comme l'a dit Napoléon, «dans toute révolution, il y a deux sortes de gens, il y a ceux qui la font, et ceux qui en profitent». Nous, nous la souhaitons et nous la voulons, cette évolution et cette révolution, au bénéfice des Bisontines et des Bisontins.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Bien. Est-ce que Monsieur TOURRAIN souhaite intervenir ?... alors Monsieur NACHIN ?

**M. NACHIN :** J'interviens dans l'ordre où nous sommes inscrits. Si M. TOURRAIN est inscrit avant nous, il parle avant nous, sinon...

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Vous n'allez pas nous ennuyer toute la soirée sur l'ordre d'inscription, quand vous avez des déclarations à faire, vous les faites. La prochaine fois je prendrai les inscriptions par ordre chronologique. Comme si cela avait une importance !

**M. NACHIN :** «Les Verts» ont l'intention de tenir leur place au Conseil Municipal en toute indépendance mais avec la volonté de travailler sans exclusive avec tous ceux dont les propositions iront dans le sens d'une plus grande qualité de la vie à Besançon. Nous ne sommes pas dans l'opposition, mais dans la minorité. Tout ne peut pas être fait tout de suite, de ce que nous avons proposé dans notre programme, pendant la campagne électorale. Nous pensons que cela le sera un jour mais peut-être plus tard. Toutefois, il y a quatre points sur lesquels le Conseil Municipal peut s'engager rapidement et nous souhaiterions qu'il le fasse :

Premièrement, l'autoroute urbaine.

Deuxièmement, le grand canal.

Troisièmement, la circulation et le stationnement au centre-ville.

Quatrièmement, la démocratie.

L'autoroute urbaine : la Bouloie, Planoise, les Mercureaux. Toutes les listes se sont prononcées contre cette autoroute urbaine, sauf la liste de la Majorité Présidentielle. Ce projet pourrait faire l'objet d'une large information contradictoire puis d'un référendum d'initiative populaire. Dans l'immédiat, comme cela a été proposé par certains membres de votre majorité, nous souhaitons que le Conseil Municipal se prononce pour l'adoption d'un moratoire.

Le grand canal : c'est un vieux projet mais qui pèse toujours sur nos têtes comme une épée de Damoclès. Il est revenu sous les feux de l'actualité avec, à la fin de 1988, la prolongation pour 10 ans de la déclaration d'utilité publique, l'élection de Louis MERMAZ, un proche de François MITTERRAND, comme Président de l'Association Mer du Nord Méditerranée et enfin après l'annonce courant janvier de la décision de la Communauté Européenne de participer à son financement à hauteur de 25 %. Nous souhaitons que le Conseil Municipal se prononce de nouveau contre ce projet, et fasse connaître sa position par la voix de son Député-Maire auprès du Gouvernement et auprès des collectivités locales.

Troisièmement, le problème de la circulation et du stationnement dans le centre historique de Besançon, c'est-à-dire la Boucle et le quartier de Battant. Il s'agit là d'un problème particulièrement irritant, aussi bien pour les riverains, les habitants de ces quartiers, que pour ceux qui y travaillent, en particulier les commerçants. Il faut que les rues piétonnes soient réservées aux piétons et il faut mettre un terme au stationnement anarchique sur les trottoirs. Il s'agit là plus d'une volonté politique que de problèmes techniques à résoudre. Nous souhaitons que la commission concernée s'attaque d'urgence à ce problème. Nous serons là pour lui faire des propositions.

Enfin dernier point : la démocratie. Nous souhaitons que des moyens nous soient donnés pour une information aussi large que possible des Bisontins et nous rappelons ce que nous avons demandé, pour chaque groupe de l'opposition, la possibilité de disposer d'une page dans BVV.

Nous souhaitons également que soit mise en place la procédure pour un référendum d'initiative populaire ainsi que Robert SCHWINT s'y était engagé il y a quelque temps.

Nous souhaitons enfin que des moyens soient mis à la disposition des groupes, des moyens matériels et des moyens personnels. Je rappelle, pour terminer, que nous considérons comme une exigence essentielle pour le fonctionnement démocratique de cette assemblée que chaque groupe

puisse bénéficier d'un personnel, comme c'était le cas dans l'ancien mandat, à savoir un attaché ou un demi-attaché communal.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Monsieur TOURRAIN souhaite-t-il intervenir ? Je vous écoute avec intérêt... comme toujours.

**M. TOURRAIN :** Je me suis posé la question de savoir si j'interviendrais, parce qu'après l'opposition ferme que vous avez marquée à nos propositions et à la fermeture que vous avez faite aujourd'hui à ce qui semblait être le minimum des droits de la minorité, je me demandais si ça valait vraiment la peine de vous dire quelque chose. Mais je ne résisterai pas au plaisir de vous le dire quand même.

J'ai d'abord tout à l'heure entendu le trublion de service ironiser sur nos différences d'âge et sur la solidité de notre unité. Et c'est pourquoi, je me suis beaucoup esbaudi à entendre les différents groupes de votre majorité s'exprimer, et je vois que vous n'avez pas perdu l'habitude des courants, mais lorsque certains ou certaines pensent qu'un jour ils ou elles pourront donner leur point de vue, en désaccord avec le vôtre, alors ceux-là se mettent «le doigt dans l'œil jusqu'au coude»...

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Oh là... cela fait plus que le doigt !

**M. TOURRAIN :** Ils sont prévenus. Quant à la société civile, cela m'a toujours fait rire. C'est une invention des socialistes pour laisser entendre qu'ils prennent des gens en dehors de ceux qui sont affiliés à la FEN. Alors on appelle ça la société civile ; ce serait ceux qui travaillent, par opposition à ceux qui ne travaillent pas, apparemment.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Ce n'est pas gentil, cela !

**M. TOURRAIN :** Je dis bien, apparemment. La société civile, je voudrais dire à celui qui en a parlé, que c'est nous, c'est nous tous. Il n'y a pas une société politique, une société d'enseignants, de fonctionnaires, de gens du secteur privé. La société civile, c'est nous tous.

La campagne électorale est terminée et c'est la raison pour laquelle je ne reprendrai pas les volumineuses propositions que nous avons pu faire. Je vous ai indiqué, lors de la séance de rentrée, quels étaient les objectifs auxquels nous pourrions nous tenir, en étant tous d'accord. Sur la rigueur dans les procédures budgétaires, la rigueur dans les dépenses de fonctionnement -et ceci ne va pas du tout à l'encontre de la facilité que vous pourriez faire à la minorité- rigueur dans la gestion du personnel -et ça j'y reviendrai à plusieurs reprises dans l'avenir- rigueur dans le contrôle des entreprises qui sont liées à la Ville par contrat et sans oublier le volet de la solidarité, la solidarité par l'emploi, la solidarité par l'impôt et la solidarité par la sécurité, la solidarité par les services rendus.

Ce que veulent les Bisontins, c'est du concret, ce n'est pas du verbiage d'après campagne électorale, ce ne sont pas des vœux pieux ou des intentions affichées sur des problèmes qui ne sont pas précis. Aussi je vous demanderai, Monsieur le Maire, de bien vouloir dans l'optique du premier intervenant qui a dit qu'il fallait favoriser le développement économique pour créer des emplois -qui est une vérité de la Palice- vous conformer aux vœux qui avaient été exprimés par votre Adjoint chargé des affaires économiques, auquel M. de SURY a succédé, en inscrivant à notre ordre du jour prochain le problème de l'agrandissement d'IEN, le problème de la CGH et le problème de SCHLUMBERGER INDUSTRIE puisque d'après les renseignements qui me sont fournis, ces dossiers sont prêts. Ainsi nous marquerons d'une façon concrète notre souci de modifier la vie des Bisontins, de faire reculer le chômage. Il y a 6 300 demandeurs d'emplois sur Besançon, cela suppose des problèmes de formation, de formation initiale, de formation continue, de recherches, de liaisons avec l'Université qui n'ont pas été vus dans le passé. Nous serons attentifs, très attentifs. Protestez si vous le voulez, ça n'a aucune importance.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** On n'est plus en campagne électorale Monsieur TOURRAIN !

**M. TOURRAIN :** Je dis que ceci méritera une attention particulière. En tout cas, de notre côté, soyez sûr que nous y veillerons avec beaucoup d'attention mais aussi avec le souci de travailler avec vous. Et je suis désolé que ce soir vous n'ayez pas manifesté de la même façon ce souci de créer de bonnes conditions d'un dialogue entre nous.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Vous risquez d'être de temps en temps désolé. Je ne peux pas faire toujours ce que vous demandez, Monsieur TOURRAIN !

Alors un mot simplement : l'ordre du jour d'un Conseil Municipal est fixé sur proposition des responsables des différentes commissions. Lorsque la Commission Économique se sera réunie, aura présenté son dossier, ces questions passeront devant le Conseil Municipal. Ce n'est pas à vous, ni même à moi, d'indiquer à la Commission de Développement Économique ce qu'elle fera dans les jours qui viennent. Si l'ancien Adjoint aux Affaires Économiques avait estimé que tel dossier était prêt, c'est à l'actuel Adjoint de Développement Économique de nous proposer ce qu'il lui conviendra de faire, au nom de sa commission. Je crois que c'est très clair. Donc n'en revenons pas à ce qui a pu être dit, écrit, etc. à une certaine époque.

**M. MOUROT :** Je voulais m'exprimer sur le même sujet et simplement demander à M. de SURY de bien vouloir prendre en considération ce qui vient d'être dit.

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Mais il le prendra très volontiers. Bien entendu, il n'y a pas besoin de lui faire cette recommandation. Je crois que chacun des Adjoints est bien conscient de la tâche qui est la sienne et de la tâche qui attend toutes les commissions. Je vous demande -comme c'était un souhait tout à l'heure- de participer aux travaux des commissions et d'y être présents.

**M. TOURRAIN :** Une question pratique pour rester dans le concret. Lors du précédent mandat, nous avons commencé avec quelqu'un qui croyait à tout ce qui était électronique, informatique, télématique, etc. on a fait un grand battage là-dessus. Puis en ce qui concerne la messagerie -donc une partie de cette télématique- la messagerie interne est rapidement tombée en désuétude. Alors j'aimerais savoir si -il faudrait peut-être à l'occasion d'un prochain Conseil poser la question, ou plutôt vous avez un groupe majorité et vous lui poserez la question, nous poserons la question au nôtre ; les Conseillers souhaitent à l'avenir utiliser cet outil extraordinaire qu'est le minitel et qui vous éviterait le support papier. Voilà une occasion de faire des économies. Avec ça vous...

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** C'est vraiment des économies de bouts de chandelles !

**M. TOURRAIN :** ...Avec ça, vous allez pouvoir nous payer nos assistants !

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE :** Des économies de bouts de papier !

Monsieur TOURRAIN, je suis persuadé que vous auriez fait un bon Président de séance. Malheureusement, les Bisontins ne l'ont pas voulu ainsi. Je reste le Président de séance, et cette fois je déclare la séance levée. A lundi prochain.

Dont acte.